

La face cachée du phénomène

P.3

Kaboua Abassa

« Artificiel », « brut », « fin stratège », « pyromane », « pompier », « traître », « menteur », inconscience urinaire... Kaboua Abassa, le raté

d'éducation de Soumdina, présente toutes les qualités d'un danger public. Individus, patrons et politiques interrogés sur la nature de

l'homme et son inconstance répondent sans emphase qu'il est un faucon noir.

BLANCHIMENT D'ARGENT À KARA

Qui de l'équipe Gazalo ou de celle d'Alfa est à l'assaut de l'argent sale?

P.7

INTERVIEW P.4



« ... continuer à dialoguer mais en même temps la constitution doit être respectée... »

Geste citoyen

Payer ses taxes est un devoir citoyen

PERSPECTIVES DES PROCHAINS ENJEUX ÉLECTORAUX P.3

La stratégie du dos rond en berne



Mensonge kabouaïste? Quel crime abominable!



PROMO INTERNET

Du 1^{er} Octobre au 31 Décembre 2012

L'INTERNET HAUT DÉBIT NOMADE

HELIM nomade

Où je veux, quand je veux !



FACTURATION AU VOLUME			
FORFAIT	PRIX TTC	VALIDITÉ	VITESSE MAXIMALE
128Mo	590 F CFA	3j	2Mb/s HELIM Nomade Or
256Mo	1 180 F CFA	5j	
1Go	4 720 F CFA	15j	
3Go	14 160 F CFA	20j	
5Go <small>NOUVEAU</small>	23 600 F CFA	30j	



FACTURATION AU FORFAIT

Pour les débits de connexion de 300Kb/s ou 614Kb/s

Prix de la clé HELIM Nomade : 24 995 F TTC

FACTURATION AU FORFAIT			
FORFAIT	PRIX TTC	VALIDITÉ	VITESSE MAXIMALE
<small>NOUVEAU</small> illimité	15 390 F CFA	30j	614 Kb/s HELIM Nomade Argent
<small>NOUVEAU</small> illimité	11 800 F CFA	30j	307 Kb/s HELIM Nomade Bronze

FACTURATION À LA DURÉE

TEMPS DE CONNEXION	PRIX TTC
1H	360 F CFA

- Facturation par pas de 15mn
- Pas entamé facturé entièrement
- Tarif unique pour toute la journée



FACTURATION À LA DURÉE

Pour des débits de connexion jusqu'à 300 Kb/s



Frais de mise en service Internet : 5 900 F TTC

Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom ou **appelez le 112.**

ESPACES TELECOM À LOMÉ

Ex Direction Générale
Avenue Nicolas GRUNTZKY,
ancien siège
Tél : (228) 22 21 47 14

Espace HELIM
Ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 32 06

Espace Telecom AGOE NYIVE
Juste après la Brasserie BB
Tél : (228) 22 50 82 01

Espace Telecom ADIDOGOME
Face Église d'Adidogomé
Tél : (228) 22 50 83 01

Espace Telecom ADOBOU-KOME
Face mosquée de l'ex Zongo
Tél : (228) 22 23 16 67

Espace Telecom Place de l'Indépendance
Près de la Place de l'Indépendance
Tél : (228) 22 21 86 23

Espace Telecom ASSIVITO
Espace HELIM, ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 74 00

Espace Telecom PORT
Près du Rond-Point du PAL
Tél : (228) 22 27 46 03

ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR

Espace Telecom TSEVIE
Près du grand marché de NDANYI
Tél : (228) 23 30 00 01

Espace Telecom ANEHO
Dans le bâtiment de l'UTB
Tél : (228) 23 31 07 24

Espace Telecom KPALIME
Près de la Préfecture
Tél : (228) 24 41 00 50

Espace Telecom ATAKPAME
Face à la station TOTAL
Tél : (228) 24 40 02 39

Espace Telecom SOKODE
Face au marché - Après CNSS
Tél : (228) 25 50 01 21

Espace Telecom KARA
Près du stade Municipal
Tél : (228) 26 60 00 60

Espace Telecom DAPAONG
Face au commissariat
Tél : (228) 27 70 83 00

TOGO TELECOM, La Référence

www.togotelecom.tg

La face cachée du phénomène Kaboua Abassa

Portrait:

Artificiel », « brut », « fin stratège », « pyromane », « pom-pom », « traître », « menteur », « inconscience urinaire... Kaboua Abassa, le raté d'éducation de Soumdina, présente toutes les qualités d'un danger public. Individus, patrons et politiques interrogés sur la nature de l'homme et son inconstance répondent sans emphase qu'il est un faucon noir.

C'est donc, un danger public. Il fait preuve de ça depuis qu'il s'est mis à la tête du Mrc, devant les leaders du Cst ou à leur côté depuis qu'il s'est fait membre de ce collectif. Nous en pensons néanmoins mal qu'il soit de gauche. Il a en effet donné l'impression de vouloir exercer son opposition à la manière de feu Fodé Sanko (de la Sierra Leone), un homme au tempérament autoritaire qui, en voulant montrer au monde qu'un opposant, sait être plus « virils » encore que ses devanciers, a exercé et fini son combat en la manière d'un éléphant dans un magasin de porcelaine.

Donné (ou autoproclamé ?) président du Mrc, membre du Cst, Kaboua Abassa, fascine mais ne convainc pas, en tout cas pas encore et depuis toujours. Sa force : aboyer sur les antennes comme un chien, la conceptualisation mensongère, la gueule, le lynchage médiatique de pauvres citoyens... Quoique subtile, cette prouesse, le mongole s'en est

servi depuis des années pour écumer la majorité de nos décideurs, leur dépouillant de leur maigre fonds sous le fallacieux prétexte de les aider à mieux prospérer. Voilà un métier qui cache plus d'un filou. Quelle honteuse carrière pour quelqu'un qui passait aux yeux de la jeune génération pour un modèle de réussite dans la politique où les vicissitudes sociales ont fait mordre la poussière à plusieurs leaders.

C'est donc, de nos jours, un alcoolique qui se veut homme politique. Il se morfond chaque jour depuis qu'il s'est mis à la tête de son fameux parti Mrc. Pyromane-pompier, nous en pensons du mal qu'il se diserveusement de gauche.

Kaboua Abassa, c'est bien de lui qu'il s'agit n'est pour l'heure que le fameux premier responsable de son parti, le Mrc. Il se bat depuis peu, bec et ongles, forçant contre vents et marées, son appartenance au Cst dont les leaders s'abstiennent de faire usage de ses formules.

Liberté d'expression et com-

plicité médiatique aidant, il fait sien : diffamation, dénigrement, insultes, mensonge ...

Homme caméléon, c'est lui qui maîtrise tout des autres ; c'est lui qui sait qui a dit quoi, qui a fait quoi, qui représente



Kaboua Abassa

quoi ... dans ce pays. Dans cette optique, déclarait à la vue de ses manœuvres, un membre non des moindres au Cst: « **Nous le connaissons très bien avec ses astuces et nous nous méfions de lui comme de la peste. Il est plus capable du négatif que du positif. C'est pour cela qu'ensemble, nous évitons qu'il prenne la parole au cours des meetings. Mais comme nous sommes en politique, où il faut prendre le tout afin de tirer l'essentiel, alors ... il faut comprendre. Seule raison pour laquelle, on est obligé de faire avec lui tout en se réservant. De toutes les façons, c'est notre jo-**

ker à nous surtout à l'intérieur du pays... » Cette phrase dont nous préférons garder l'anonymat du nom de l'auteur, ne définit-elle pas en elle seule, la duplicité de ce monsieur du Mrc? Certes, Kaboua par la force de sa gueule, se fait bouillant ; mais de l'avis des politiques avertis et nombres d'observateurs, les propos, les gestes de ce sadique ne sont interprétés comme le « **j'embrasse mon semblable pour mieux l'étouffer** ». C'est tout.

Kaboua Abassa a multiplié à l'endroit de tous ceux qui ne pensent pas comme lui, des coups bas, à la limite de la diffamation, du machiavélisme et de la criminalité. Faisant du forcing pour simplement se faire entendre (par médias interposés) non pas pour convaincre, il en est arrivé au dérapage langagier. Souvenez-vous de la somme de cynisme, d'incompétence et d'inconscience que toute l'opposition eût à subir, du temps du vieux. Aujourd'hui encore, par on ne sait quelle alchimie, ce va-t-en guerre borné et têtue de Kaboua a réussi à phagocytter des journalistes par ici, étudiants notamment Kaming Piabalo par là, pour jeter de l'anathème sur d'honnêtes gens, lesquels il taxe des noms

d'oiseaux de mauvais augure.

Or le savez-vous, Kaboua Abassa est ce seul fils authentique des profondeurs du pays, et de surcroît, Kabyè à avoir eu le courage de gifler son papa. Ce dernier la maudit. Malédiction qui, encore à cet âge, l'amènerait à pisser sur le lit. En d'autres termes, c'est comme le disent les Ewé, un « **adidoguo tototo hoo !** ». Quel honteux destin! Et, c'est ce monsieur là, qui traîne et trainera toute son existence sur terre, des casseroles et qui, ayant des yeux plus gros que son ventre, se dit l'hirondelle capable de provoquer le printemps. Que c'est dingue pour ce Satan vivant de vouloir jeter des inepties sur des gens. Un honteux chantage qu'on peut formuler en cette phrase : « tu me donne ce que je veux » ou « ce que je ferai de toi te sera fatal », un vrai maître chanteur. Et pendant combien de temps encore cette pratique va-t-elle perdurer ? Pendant combien de temps encore cet alcoolique si tributaire de mensonges et d'insultes va-t-il sévir?

«K-aboie» doit cesser de nous casser avec ses récriminations qui ne valent plus rien du tout. Et, rapidement, un psychiatre lui doit être affecté.

Moshood

PERSPECTIVES DES PROCHAINS ENJEUX ÉLECTORAUX

La stratégie du dos rond en berne

Comme l'on peut le constater, l'opposition radicale togolaise n'a pas changé. Elle est toujours dans son rôle. En effet, cette frange de l'opposition a habitué le peuple au double langage, à chaque fois, elle clame haut et fort le refus et le rejet pour finir par accepter. Une inconstance qui est la résultante de sa versatilité. Après avoir passé leur temps à débrayer dans les rues, à l'heure décisive où l'on doit marquer son territoire, les adeptes du refus catégorique se retrouvent dos au mur.

Les députés togolais sont à quelques jours de la fin de leur mandat puisqu'ils étaient élus le 14 octobre 2007. Ce qui suppose que d'ici bientôt, le renouvellement de l'instance législative devrait se faire par la voie des urnes. Mais tout indique que les politiques ne voient pas la donne sous le même angle. Au lieu de descendre sur le terrain et de mouiller leurs maillots pour convaincre l'opinion de la justesse de leur combat, ceux qui se sont décrétés plus démocrates que les autres ont une obsession, celle de faire partir un président élu par la force de la rue. Dans sa suicidaire lancée, l'opposition radicale semble lâcher la proie pour l'ombre. Comment peut-on sous-estimer le pouvoir législatif au profit de celui exécutif ?

Dans toutes leurs démarches, les radicaux n'ont que la présidentielle de 2015 comme principale préoccupation, alors que l'on est à trois années de ce rendez-vous capital. Dans une démocratie qui se respecte, le pouvoir législatif a toute son importance vu que, c'est la somme des voix du peuple qui se retrouve dans l'hémicycle. Les élus du peuple sont aussi détenteurs d'un pouvoir considérable. Au regard de ce qui précède, comment sous-estimer les législatives pour n'avoir que pour seule obsession la présidentielle ? Ce qui fait dire aux observateurs avisés de la scène politique nationale qu'en réalité, les raisons du combat mené par d'aucuns

pour le changement au Togo se situent bien ailleurs.

Malgré le fait que les législatives et locales à venir soient d'un enjeu tout aussi capital, Fabre et comparses s'engluent dans des contradictions méprisantes les aspirations du peuple des profondeurs du pays. Si nos messieurs et dames de la branche radicale de l'opposition ne le savent pas, ce que la rue ne pourra jamais leur donner, ils réussiront à l'avoir royalement par les urnes.

Il est légitime de penser à l'échéance capitale de 2015 car, qui veut aller loin, ménage sa monture mais il faut d'abord commencer par l'étape non moins importante des législatives et locales. Feindre de l'ignorer serait suicidaire. Pour l'heure, les menaces proférées par Jean-Pierre Fabre à l'endroit du premier ministre Ahoomey-Zunu ne relèvent pas du sérieux. La machine électorale sera mise en branle d'ici peu, la date des législatives et locales à venir sera connue et le débat pourrait changer.

Les responsables de l'opposition ont toujours habitué le peuple à leurs sautes d'humeur. Ils ont l'habitude d'entonner en bloc non pour après tout dire oui. Jean-Pierre Fabre n'avait-il pas opposé un refus de participer à une présidentielle à un seul tour ? Mais au final, il s'était résolu à participer à cette joute électorale avec délice.

Si c'était pour distraire

Une chose est sûre et cer-

taine pour ceux qui suivent l'actualité politique nationale de près. Pour le moment, Jean-Pierre Fabre, Patrick Lawson et les irréductibles du groupe des radicaux sont sûrs d'une chose, c'est qu'ils seraient élus sans difficulté si de quelconques élections législatives venaient à avoir lieu. Comme une lettre à la poste, ils se retrouveront à l'hémicycle. A n'importe quel moment, ils sont sûrs de ne pas rencontrer trop de difficultés sur leur passage. Pendant ce temps, les autres radicaux ne savent pas à quelle sauce ils seront mangés à ce rendez-vous. Si ces hommes et femmes qui perdent actuellement leur temps dans des marches et manifestations diverses se rapprochaient des populations en vue des prochaines législatives ? La légitimité ne se conquiert-elle pas auprès des populations ?

Si un aveugle crie fort qu'il veut vous lapider, c'est qu'il a déjà les pieds sur un caillou, dit l'adage en pays tem. Les lieutenants doivent-ils se laisser distraire encore pour longtemps ? Ceux qui sont farouches défenseurs du nouveau concept de départ de Faure par la rue seront les mêmes qui s'empresseront de constituer des listes pour les prochaines joutes. Qui trompe qui dans tout cela ?

Dans un autre registre, les menaces proférées à l'emporte-pièce par Fabre ne changeront rien au cours des choses. Les Togolais sont habitués aux prises de position parfois insensées et puérides du leader de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC).

Pour des individus qui clament partout que le peuple dans sa majorité a vomi le ré-

Suite à la page 7

Mensonge kabouaïste? Quel crime abominable!

D'un point de vue purement socio politique, l'appel au crime ressemble fort à un projet d'exécution en règle muri de longue date par le dégueulard Abassa Kaboua. Dans la logique du cynisme dont-il a toujours fait preuve, Kaboua vient une nouvelle fois, d'ouvrir un front qu'à coup sûr, il perdra. L'homme est tout simplement triste, amuseur et pathétique. Il fait partie de cette rare espèce de politicien de l'apocalypse qui ne connaît pas la limite du décent et de l'indécence. Ce petit gars d'esprit parce que adepte de la pensée unique a osé lancer une fatwa contre nous. Notre seul tort, l'amour de la vérité c'est-à-dire montrer au peuple le peu de sincérité qui caractérise le clown d'Abassa Kaboua.

A coups d'allégations et de propos grinçants et menaçants, kaboua mène, ces derniers temps, une guerre ouverte contre le journal « La Voix de la Kozah » qu'il qualifie d'insoumis à sa volonté et à la politique du Cst. Après des appels au lynchage du directeur de ce journal, Kaboua a, début août à ce jour, publiquement établi « son droit d'écraser », de manière appropriée, ce qu'il considère comme l'entêtement du journal. Chaque jour que Dieu fait, sur des chaînes de radios privées, le journaliste et le journal « la Voix de la Kozah », sont attaqués par ce drogué de kaboua et sa bande d'individus malintentionnés. « Journaliste milicien » collé au directeur et son canard qualifié de journal « milles collines ». C'est pour le moins troublant cette « kabouaerie »!

Une « kabouaerie » d'un « chien » qui se dit « pur produit de l'Ecole Eyadema », aujourd'hui dissident, diplômé accessoirement, de l'école du délire, du mensonge, de l'entremettement et de la compromettante et pour tout dire, lauréat de la diffamation.

D'une volonté soutenue de faire mal, de détruire et sa morbide lancée de couvrir d'infamies d'honnêtes gens, le poussent à ne plus être maître de ses nerfs et de sa raison. Qui veut tuer son chien

l'accuse de rage dit-on, c'est ainsi qu'il se livre à des rapprochements farfelus et insensés à la seule fin de nous diaboliser aux yeux d'une certaine opinion. En exemple, au lendemain des actes de vandalismes au domicile de l'étudiant Bitchoudi à Kara, Kaboua sans preuve aucune, se donna le privilège de pointer le doigt accusateur sur notre personne, nous taxant de commanditaire de ces déplorables actes. Le magna raconta :

« **Les informations nous parviennent à Lomé(...) tu es dedans (...) qu'on est allé pour tuer Bitchoudi ... l'étudiant là! ...on a incendié sa case avec de l'essence, de ... tout ça là ! Et que tu es dedans. (...) Ce que tu es entrain de faire là ; ... Moshood, tu va me salir parce que je t'ai fais quoi? (...) moi, je viendrai à Kara et cette fois ci, pour la campagne ; je n'ai pas vu celui là qui va m'interdire. (...) ces Ingrid Awadé, Meba, ce petit de Méy Gnassingbé... je verai... ces chiots là... ».** le dimanche 14 octobre à 16H12'.

Quelques minutes après ce salamalec, des messages de menaces arrivent minute après minute sur notre portable. Aussi idiot et bête que cela puisse être, il passe par internet pour se cacher mais,

Suite à la page 7

« ... continuer à dialoguer mais en même temps la constitution doit être respectée. Nous devons avoir des élections législatives très prochainement. »

Suite à la désignation et au renouvellement des membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante par l'Assemblée Nationale, le Ministre Gilbert Bawara a accordé une interview à nos confrères de la radio Kanal Fm. Au cours de cette interview, le ministre a salué la contribution de l'Assemblée Nationale à la poursuite du processus électoral avant de réitérer la volonté infaillible du Chef de l'Etat et du gouvernement à ne jamais rompre le fil du dialogue. Toutefois il souligne que le processus électoral qui s'est enclenché est irréversible et devra aller au bout. Nous vous proposons la transcription intégrale de cet entretien.

Alphonse KEN : Monsieur Gilbert Bawara Bonjour.

Ministre Bawara : Bonjour.

Alphonse KEN : On vient de procéder à un renouvellement complet de tous les membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante malgré que vos adversaires d'en face ne s'entendaient pas sur cette procédure et même l'organisation

des prochaines élections. Monsieur le Ministre qu'est-ce qui motive le fait de continuer malgré ces protestations ?

Ministre Bawara : Non, vous donnez le sentiment comme s'il y avait un obstacle qui entravait le processus d'organisation des prochaines élections. Je voudrais rappeler que depuis au moins le 13 novembre 2007 et l'installation

de l'actuelle Assemblée Nationale, tous les togolais et naturellement les partis politiques qui concourent à l'expression du suffrage universel savaient pertinemment que au bout de cinq années il faudrait procéder au renouvellement des élections et donc le gouvernement à une responsabilité régalienne de veiller à ce que, à intervalle régulier, non seulement les échéances constitutionnelles et le calendrier républicain soient respectés mais aussi que les modalités prévues par nos lois pour réguler la vie démocratique, le renouvellement des institutions puissent être mis en œuvre. Et donc c'est dans ce cadre là, régulier, que le gouvernement prend acte des actes qui ont été posés par l'assemblée nationale tendant au renouvellement et à la composition de la Commission Electorale Nationale Indépendante. Donc je n'ai pas à rougir. Au contraire je me félicite et je voudrais remercier les députés pour cette contribution qu'ils sont en train d'apporter à la mise en œuvre du processus électoral.

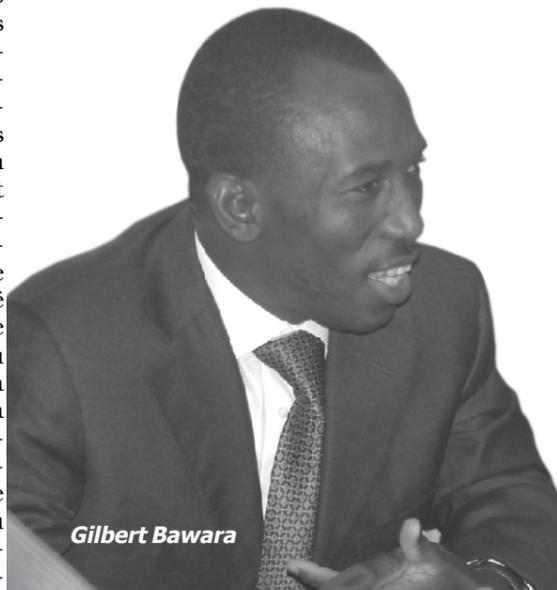
Alphonse KEN : Est-ce que ça ne sème pas un peu la confusion du moment où on accepte aujourd'hui que le Togo est en crise et c'est justement pourquoi il y a toutes ces tentatives de dialogue et qu'il faut forcément trouver un consensus pour cette élection à venir ?

Ministre Bawara : Non, je voudrais que vous ne vous trompiez pas sur la nature et la vocation d'un dialogue. Si des questions particulières se posent, après les élections il y aura toujours un débat, il y aura toujours un dialogue. Le fait que le gouvernement et le président de la république soient constants dans la volonté d'écouter, dans la volonté du dialogue et d'ouverture signifie que tant que ce dialogue n'est pas épuisé, il faut continuer à dialoguer mais en même temps les prescriptions de nos lois et de la constitution doivent être respectées. Nous devons avoir des élections législatives très prochainement.

Alphonse KEN : Si le dialogue n'est pas encore vidé, pourquoi ne pas s'entendre sur cette recomposition de la CENI qui fait encore un autre problème ajouté à tous ceux que ceux-là contestaient depuis peu déjà dans la rue et que maintenant la contestation va encore s'amplifier de leur côté ?

Ministre Bawara : Non la contestation ne pourra pas s'amplifier. (Intervention du journaliste : les deux membres du CAR sont partis déjà) Ecoutez, écoutez. Je vais vous dire deux choses. La loi ne peut pas faire l'objet d'interprétations

divergentes à chaque fois qu'il faut l'appliquer. Le code électoral, c'est essentiellement les dispositions issues de l'Accord Politique Global. C'est



Gilbert Bawara

ce code électoral qui a permis l'organisation des élections législatives de 2007, c'est ce code électoral qui a permis l'organisation des élections présidentielles de 2010 et entre

2010 et aujourd'hui, ce code a connu des améliorations substantielles et des avancées notables. Il n'y a pas à se mettre à interpréter à nouveau le code électoral en ce qui concerne la composition de la CENI, non. Ça, c'est la première chose que je voulais vous dire. Pour ce qui concerne l'acte posé par le CAR, je crois que c'est un non événement pour une raison toute simple. Le lundi, l'Assemblée Nationale a entamé le processus de renouvellement et de la recomposition de la Commission Electorale Nationale Indépendante. Il y a trois semaines le président de l'Assemblée Nationale avait adressé des correspondances aux groupes parlementaires de la majorité, au groupe parlementaire UFC, au groupe parlementaire CAR et aux non inscrits à savoir les députés de l'ANC leur demandant d'envoyer leurs représentants en vue de la recomposition de la CENI. Le CAR n'avait pas envoyé de noms. Donc rien ne me permet de dire que les personnes qui ont démissionné auraient été élues et donc démissionner alors qu'on n'a même pas été reconduit, c'est un non événement. Et dans la lettre des deux personnes concernées du CAR, s'ils estiment que la CENI au sein de laquelle ils siégeaient n'avait plus vocation à continuer par préparer les élections. C'est qu'ils

contestent la légitimité de cette CENI-là. Et donc en démissionner n'a aucune importance, aucune portée.

Alphonse KEN : Quand vous parlez de ces entités justement il ya des partis de l'opposition, des partis de la majorité. Est-ce que aujourd'hui M. Bawara en tant que ministre de l'administration territoriale, la composition des partis de l'opposition ne pose pas un peu problème du moment où l'Union des Forces du Changement travaille avec vous au gouvernement sur la base certainement d'un accord, sujet qui frustre les autres partis extra parlementaires ?

Ministre Bawara : Je vous disais qu'avoir le pouvoir d'envoyer des membres à la CENI, c'est un droit qui est conféré par le code électoral. On peut en jouir, on peut également décider librement d'y renoncer. Et donc la loi a prévu des dispositions pour suppléer ou pourvoir aux défaillances de ceux qui ne seraient pas en mesure ou ceux qui auraient décidé de renoncer à la jouissance de ce droit de participer à la composition de la CENI.

Alphonse KEN : Ca veut dire qu'à ce niveau on peut toujours nommer quelqu'un d'autre à la place de ceux qui ne sont pas là ?

Ministre Bawara : Mais bien entendu. Le code électoral est très clair. Lisez les articles 10 à 16 du code électoral vous allez voir qu'il n'y a aucune lacune dans le code électoral en ce qui concerne la composition de la CENI. Maintenant pour ce qui concerne le débat aussi sans objet concernant qui est dans l'opposition parlementaire notamment, je voudrais vous rappeler ceci : en 2005 M. Edem Kodjo n'a pas perdu son statut d'opposant parce qu'il a accepté d'être Premier Ministre et de servir le pays. A l'issue de l'Accord Politique Global, M. Agboyibor n'a pas perdu pour autant sa qualité d'opposant. D'autres personnalités éminentes des partis politiques de l'opposition de la CDPA et autres ont participé à des gouvernements en maintenant leur statut d'opposant. Je ne sais pourquoi, soit ils ont une mémoire courte qui ne leur permet pas de se rappeler que depuis 2005 on a quand même des événements qui nous rappellent qu'il y a des spécificités qui nous emmènent à travailler ensemble pour apaiser le pays, réconcilier le pays et faire un certain nombre de réformes et donc les débats concernant qui est dans l'op-

Suite à la page 5

Geste citoyen

Payer ses taxes est un devoir citoyen

Pour se développer, tout pays a besoin de ressources qu'elles soient humaines, matérielles ou financières. Parlant des ressources financières, il faut relever que celles-ci proviennent soit de l'extérieur, des ressources issues de transactions commerciales, de dons et legs, ou de l'intérieur constituées de diverses taxes.

Concernant les pays en développement, ce sont ainsi les ressources mobilisées en interne et celles provenant des bailleurs de fonds et autres partenaires qui permettent à l'Etat de réaliser les projets et d'engager des dépenses. C'est ainsi que le Togo, en dehors des ressources que lui allouent ses partenaires au développement, a besoin des siennes propres issues de ses efforts de mobilisation en interne. « Mets ton sceau sur le genou et Dieu t'aidera à le porter sur la tête », dit un dicton pour montrer l'importance de l'effort personnel. Avant de faire recours à autrui, il faut soi-même entreprendre des efforts. Tous les Etats l'ont compris en prenant sur eux de mobiliser en interne et ce, d'une façon significative les ressources nécessaires à leur développement. Efforts auxquels les citoyens sont conviés à travers le paiement de taxes de tous ordres. Sans impôts ni taxes, aucun Etat ne peut prétendre se développer et jouer pleinement son rôle. C'est en payant ses taxes que le citoyen contribue à l'essor de son pays. Avec les taxes et impôts, l'Etat se lance entre autres, dans la construction de salles de classes, d'hôpitaux, d'infrastructures routières, dans l'assainissement de nos villes. Des travaux qui nécessitent de gros sous. Et s'il faut toujours attendre l'aide de l'extérieur, l'Etat peine à assumer son rôle régalien de protection du citoyen surtout des plus fragiles et vulnérables. Mais, le citoyen a le droit d'exiger des comptes de l'utilisation qui en est faite de son argent. Autant le citoyen a le devoir de payer ses taxes et impôts, autant il a aussi le droit de réclamer les comptes aux gouvernants.

Malheureusement, dans les pays en voie de développement où la mauvaise gestion des maigres moyens est d'actualité, les citoyens ont tendance à considérer le fait de payer des taxes à une corvée ou à une injustice. Ils croient qu'en payant les taxes, ils ne font qu'enrichir les gouvernants et leurs proches. Une attitude qui s'explique par le déficit de communication au sommet. Lorsque les autorités communiquent très peu ou pas du tout sur l'utilisation qui est faite de l'argent du contribuable, il est tout à fait normal que l'on vive de telles attitudes de la part de ce dernier.

Sous d'autres cieux, refuser de payer ses taxes ou masquer ses revenus pour échapper au fisc est un délit. Il y en a qui ont été malmenés devant les tribunaux parce qu'ils ont camouflé leur richesse ou refusé de s'acquitter de leur devoir vis-à-vis du fisc.

Il faut payer ses impôts et taxes afin de donner à l'Etat les moyens que ce dernier utilisera en retour pour créer des opportunités de développement. Tout bon citoyen est celui qui paye ses taxes et impôts.

Tous les services en charge du recouvrement des taxes et impôts doivent se mettre à l'exercice pédagogique pour faire comprendre aux uns et aux autres, combien il est important de payer ses impôts et taxes. A travers des émissions radiophoniques et télévisées, des affichages et autres, il faut amener les citoyens à comprendre que, c'est un impératif pour l'Etat de mobiliser en interne les ressources nécessaires à son développement.

CR

MALVERSATIONS ENTRE VENDEURS DU CARBURANT ILLICITE ET FORCES DE L'ORDRE

Dans un langage de vérité, le ministre Agadazi dissipe les nuages

Le ciel c'était encore assombri au dessus des têtes mercredi passé dans le Tchaoudjo. Et pour cause, un vendeur de carburant illicite qui tentait de brûler un gendarme et le véhicule de gendarmerie, fut interpellé et placé en garde à vue.

Le mercredi dernier, Sokodé a encore écrit une page bien sombre de son histoire avec les échauffourées survenues entre les revendeurs illicites de carburant et les agents des forces de l'ordre. Cet incident bien regrettable a amené le ministre OURO-KOURA Agadazi, natif du milieu à se rendre à Sokodé pour s'enquérir auprès des acteurs présents ce qui s'était réellement passé. Ainsi, pour la circonstance, le ministre a pu réunir autour de sa personne, le préfet, le maire, l'imam central, le chef spirituel, le commandant de groupement de la gendarmerie, le commissaire de police, les chefs de canton et les leaders de jeunes de la ville même les responsables de cette vente illicite de carburant.

Après la prière de circonstance dite par Imam Alkamatou Batakpali, ce fut le tour du préfet de Tchaoudjo de saluer la démarche combien réconfortante du ministre Agadazi.

Quand vint le tour du ministre de prendre la parole, ce fut un langage de la vérité qui a été à toute l'assistance. Le

ministre Oura-Koura Agadazi a martelé avec force que rien ne saurait justifier ces malheureux débordements. Reconnu à Tchaoudjo comme un homme qui ne prend pas la parole pour faire plaisir mais pour dire des vérités même si elles fâchent, Agadazi ne s'est pas fait prier pour aller avec le langage de la vérité et de la fermeté. Pour lui, Sokodé étant jusqu'à preuve du contraire une entité à part entière de la République togolaise, Tchaoudjo ne saurait se soustraire des lois en vigueur dans le pays. Il s'est dit choqué et consterné par les débordements. «Force doit être à la loi» a-t-il martelé. Pendant tout le temps de son speech, l'assistance était toute oreille pour ingurgiter les vérités du ministre. L'émotion était vive dans la salle de délibération du Conseil de la préfecture cadre choisi pour la rencontre. Le ministre est ensuite passé à un exercice pédagogique au cours duquel il a passé à la sensibilisation sur les risques de ce commerce illicite et a esquissé un détour pour appe-

ler ses frères et sœurs à la reconversion à d'autres activités plus porteuses d'espoir et de bien-être. La parole fut donnée à l'assistance qui a remercié la démarche du ministre. Les principaux acteurs de ces incidents pour la plupart des jeunes ont fait leurs sincères mea-culpa et ont juré solennellement que de tels incidents ne se reproduiraient plus jamais dans leur ville. Les chefs canton, le chef spirituel et l'imam central se disent prêts à être les parrains de ce nouveau pacte qui proscribit toute forme de violence comme mode d'expression d'un ressentiment.

Pour montrer leur détermination, les mêmes jeunes qui se sont livrés à ces actes de vandalisme ont mené hier dimanche pendant trois heures d'horloge, une opération de nettoyage de la ville de Sokodé pour faire disparaître toutes les séquelles de ces malheureux incidents.

Un nouveau départ s'annonce désormais sur des bases dépolluées de toute rancœur, ressentiment et incompréhension. La démarche du ministre Agadazi d'après l'assistance a permis de crever une fois pour tout l'abcès.

Moukaïla

INTERVIEW DE M. GILBERT BAWARA, MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DÉCENTRALISATION DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Suite de la page 3

position parlementaire et qui ne l'est pas n'ont aucun sens à partir du moment où nous avons choisi

librement d'associer au gouvernement tous ceux qui ont envie d'apporter leur contribution pour consolider la réconciliation nationale et assurer la reconstruction et le développement de notre pays.

Alphonse KEN : Monsieur le ministre est ce que aujourd'hui oui ou non il y aura encore dialogue avec les acteurs qui vous contestent notamment dans les préparatifs de ces élections ?

Ministre Bawara : Le président de la république et le gouvernement resteront constants et persévérants dans leur volonté d'ouverture, d'écoute et de dialogue. Le dialogue doit continuer y compris jusqu'à la proclamation des résultats et même au lendemain le dialogue doit rester

permanent et c'est dans cet état d'esprit que le gouvernement est aujourd'hui. Et en parallèle, il est possible aussi de poursuivre le dialogue et les concertations afin de vider les sujets qui sont pendants et qui n'ont pas encore trouvé de consensus et de compromis parce que le dernier dialogue avait quand même indiqué que le dialogue pourrait se poursuivre en ce qui concerne le découpage électoral comme le dialogue doit se poursuivre pour parvenir à des

consensus et à des compromis en vue de propositions des réformes constitutionnelles.

Alphonse KEN : Les membres de la CENI votés vont prêter serment et entrer véritablement en fonction ; est ce à dire M. le ministre que la machine électorale est mise en branle et plus rien ne pourra vous arrêter ?

Ministre Bawara : Nous sommes dans un état de droit et de liberté. Il y a deux prin-

cipes et deux exigences qui me paraissent essentiels. Le premier c'est la liberté de décision et de choix de chacun. Les partis politiques doivent être libres de choisir leur position par rapport aux actes et aux actions qui sont menés et les autres ont l'exigence de respecter ces positions-là. Maintenant, quelle sera la décision des partis politiques ? Vous me demandez pratiquement de me prononcer sur le sexe des anges mais je dis tout simplement chacun est libre d'adopter la position qu'il veut dans les limites et le respect de ce que permet et ne permet pas la loi à savoir qu'on peut décider de ne pas participer à des élections mais agir dans un sens qui serait en contradiction avec la loi, il faut en ce moment-là être disposé à subir les effets qui sont prévues par cette même loi.

Alphonse KEN : Monsieur Gilbert Bawara merci

Ministre Bawara : C'est moi qui vous remercie.

Source Kanal Fm

PRÉFECTURE DU MOYEN-MONO

Le peuple Adja adhère à la politique du président Faure

Le canton de Kpékplémè a connu une ambiance toute particulière samedi dernier. Et pour cause, les natifs de la préfecture venus de tous les horizons se sont retrouvés pour dire oui à la politique de paix, de réconciliation, de pardon et de développement du Chef de l'Etat à travers une gigantesque marche de soutien.

Pour une démonstration de force de mobilisation humaine, celle faite à Kpékplémè en était vraiment une. Venus de tous les cantons, villages et hameaux reculés, les Adja ont au-delà de la marche marqué une avancée dans

belle leçon que le Moyen-Mono vient de donner aux autres localités où la cohésion entre les filles et fils reste encore une chimère. Les cadres parlant d'une seule voix, la jeunesse ne peut que canaliser son énergie à des fins utiles.

Il faut reconnaître qu'entour du ministre Sémoudji Mawussi Djossou, du Consul Victor-James



la cohésion et la réconciliation entre les toutes ses filles et ses fils du milieu.

Partie de la place de l'indépendance, cette manifestation a abouti au lycée de Kpékplémè. Sur les pancartes, les manifestants ont brandi avec fierté des mots exprimant leur fierté d'adhérer à la politique réaliste et porteuse de beaucoup d'espoir du président Faure : «Les Adja tous unis et forts autour du président Faure», «La réconciliation dans l'UNIR n'est pas un vain mot, c'est un comportement», «le peuple Adja solidaire derrière le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé», «Plus jamais de division chez les Adja», etc.

Au-delà de cette mobilisation qui ne trahit pas le choix des populations du Moyen-Moyen, un autre cliché fort s'est dessiné, c'est la détermination de tout le peuple Adja de tourner le dos au passé et d'amorcer un nouveau départ sur des bases saines et sans préjugés. Pour le Moyen-Mono, un seul combat mérite d'être mené, celui qui assure le développement de leur préfecture et qui poussera les filles et fils du milieu à se reconnaître en frères et sœurs et non en adversaires. Cette farouche détermination du peuple Adja de mettre sous étoile les divisions passées rejoint la politique d'union, de réconciliation, du pardon du président Faure. C'est un peuple Adja unit derrière un idéal commun de progrès qui entend marquer sa gratitude au président de la République lors des prochaines législatives. Les Adja savent où se trouvent leurs intérêts et n'entrevoient pas de lâcher la proie pour l'ombre.

En tout cas, c'est une

Sossou, c'est la ferveur d'un Moyen-Mono réconcilié avec lui-même. D'un événement à un autre, la démarcation s'est faite de manière aisée avec l'enracinement d'une tradition, celle de soulager les peines des parents d'élèves en cette rentrée scolaire. Le Consul Victor-James Sossou n'a pas manqué de respecter un engagement qu'il perpétue dans le temps. Cette année encore, la générosité du consul a fait des heureux. Des élèves de tout le Moyen-Mono se verront offrir des cahiers. Plus de 40.000 cahiers pour les élèves, c'est un cadeau, un geste qui a tout son sens quand on se réfère à la volonté des cadres de promouvoir le développement de la préfecture, l'éducation devient de ce fait un passage.

Avec la même humilité dont on lui reconnaît, le consul Victor James Sossou a tout simplement fait le constat que les besoins sont grands et les attentes nombreuses et à ce titre, «un frère, c'est celui-là qui devine toujours quand on a besoin de lui». Les heureux bénéficiaires n'ont pas caché leur joie car non seulement ils ont eu des cahiers mais ceux-ci étaient beaux aux couleurs du parti UNIR et avec des effigies de son fondateur, le président Faure.

Un nouveau jour se lève sur le Moyen-Moyen où régneront la fraternité, la cohésion sociale, la solidarité et l'acceptation de l'autre malgré ses différences. C'est dans une ambiance de convivialité que les cérémonies ont pris fin sans qu'aucun incident n'ait été signalé. Sur les visages se lisaient la satisfaction d'un devoir bien accompli.

Marthin

LA VOIX DE LA KOZAH

Hebdomadaire pour la liberté d'informer, le droit de penser

Récépissé N° 0215 / 27 / 08 / 03 / HAAC



Siège: Cofac / Côté Sud de la polyclinique
BP: 34 Kara

Tél: (00228) 2661 36 09
Directeur de Publication: Boukari Moshood
9016 98 40

Rédaction:

P. Essowè, Abalo Justine,
D. Ahoéfa, Kpatcha, Kpandja
Secrétariat: Ablavi
Infographie: Benjamin T.
Tirage : 2000 exemplaires
Imprimerie : La Colombe:

EDUCATION POUR TOUS AU TOGO

Le chef de l'Etat fait don de fournitures scolaires aux élèves nécessiteux de la préfecture

Les élèves nécessiteux du primaire et du secondaire des deux cycles du privé et du public de la préfecture de la Kozah ont bénéficié de fournitures scolaires offerts par le chef de l'Etat, président fondateur du parti politique Union pour la République (UNIR) le vendredi 19 octobre à Kara.

Ce don du chef de l'Etat, composé exclusivement de 12.407 cahiers de 200 et 100 pages vient en appui aux efforts des parents pour soulager les peines de ceux-ci qui doivent se battre pour mettre à la disposition de leurs enfants des

fournitures scolaires et aussi encourager les élèves à redoubler d'efforts pour produire de bons résultats en fin d'année.

Le préfet de la Kozah, Col Bakali Hémou Badibawu a exprimé au nom des populations de la préfecture la gratitude

au chef de l'Etat pour cette action en faveur des parents démunis de la préfecture.

Il a indiqué que cette cérémonie de remise montre à suffisance la volonté du chef de l'Etat, fondateur du parti UNIR de maintenir gratuite l'école gratuite aux enfants sur tous les plans. Le colonel Bakali a précisé que c'est aussi l'expression de sa vision pour tous les Togolais de s'unir pour bâtir un Togo nouveau

pour relever tous les défis du développement.

Il a félicité les acteurs du système éducatif pour les efforts qu'ils consentent, pour un meilleur devenir de l'école

qui sont en train d'être formés à travers un programme de renforcement de leurs capacités, programme qui leur permettra d'intégrer la fonction publique.

La ministre de l'action sociale fait don de fournitures scolaires aux élèves démunis du canton de Pya

La ministre de l'Action sociale et de la Solidarité nationale, Mme Afi Ntifa Aménayo a assisté les élèves démunis du canton de Pya en leur faisant don de fournitures scolaires et échangé avec les personnes âgées dudit canton le vendredi 19 octobre au centre communautaire de la localité, 12 km au nord de la ville de Kara.

Le lot de fourniture est composé de cahiers de 200 et de 100 pages, d'ensembles géométriques, de stylos, de crayons et des ardoises destinées aux élèves démunis du primaire.

Cette action du gouvernement en apportant ces fournitures scolaires aux élèves démunis, est de renforcer les actions des parents et de les soulager des différents peines.

Il s'agit pour elle de soutenir ces parents qui éprouvent des difficultés pour satisfaire les besoins en fournitures scolaires des enfants à chaque rentrée scolaire.

Elle a transmis aux parents et enseignants ainsi qu'à tous ceux qui œuvrent pour l'éducation et l'encadrement des enfants la gratitude, remerciements et encouragement du gouvernement. La ministre a remercié les parents leur

sacrifice en matière de scolarisation de leurs progénitures, précisant que le bien être des enfants fait partie des priori-



tés du gouvernement. Mme la ministre a remercié les enseignants qui ne ménagent aucun effort pour encadrer les élèves relèves de demain.

Mme Aménayo Ntifa a invité les élèves à être sages, au travail bien fait afin que les résultats soient prometteurs, car la réussite dit-elle est au bout

de l'effort. « Chers élèves, vous faites la fierté de vos parents et de la nation, c'est pour quoi vous devez travailler pour leur faire honneur » a déclaré la ministre.

Elle a également échangé avec les personnes âgées plus précisément les femmes âgées du canton de Pya a qui elle a transmis les salutations du chef de l'Etat. Elle les a remerciées et encouragées pour tout ce qu'elles font pour la nation et pour la sauvegarde de la paix sociale. Mme Aménayo leur a demandé de se préserver contre toutes les maladies afin de garder leur forme et être toujours en bonne santé. Elle les a soutenues aussi en leur remettant une enveloppe et des ballotes de friperies.

Les bénéficiaires à travers leur porte parole, Awoussa Koffi Mazina, ont remercié la ministre pour son initiative et lui ont demandé de transmettre au chef de l'Etat pour tous ses efforts en faveur des populations indigentes en général et celles du canton de Pya en particulier.



togolaise et des enfants. M. le préfet les a exhortés à plus d'ardeur pour des résultats plus efficaces.

Le préfet colonel a rassuré le chef de l'Etat de la volonté des populations de la Kozah à adhérer à sa politique de réconciliation, de paix et de sécurité pour le développement du Togo et lui réitérer leurs remerciements pour tout ce qu'il fait en faveur du peuple Togolais.

Le directeur régional de l'Education, Katanga Poro a exprimé sa reconnaissance au président fondateur de l'UNIR pour ce geste en faveur des plus démunis de la préfecture. Il a rappelé les réformes engagées par le chef de l'Etat au profit d'une éducation de qualité, notamment la construction des Ecoles nationales des instituteurs dans toutes les régions du Togo, la dotation des élèves du CP1 au CM2 d'un livre de lecture et de calcul et la formation prochaine de 11.000 enseignants et de 5000 enseignants volontaires

Pour le point focal de UNIR Kozah, Kadja Ablodjam, l'éducation est un secteur prioritaire qui occupe une place de choix dans le programme de société du chef de l'Etat, programme visant à atteindre l'objectif N° 2 du Millénaire pour le Développement qui a pour but d'assurer l'éducation primaire pour tous. Il a exprimé sa reconnaissance au chef de l'Etat et lui a rendu hommage pour ce qu'il fait chaque jour pour le mieux être des citoyens. M. Kadja a demandé aux parents et enseignants d'œuvrer pour ce lots de cahiers aillent aux vrais nécessiteux, souhaitant que l'année scolaire se déroule dans la paix, la sérénité.

Les bénéficiaires ont remercié le donateur pour sa générosité envers les démunis de la préfecture en ce début d'année et promis d'être sages et de bien travailler pour réussir à la fin de l'année.

LA CCME-TOGO AU CHEVET DES ÉLÈVES DÉMUNIS ET AUTRE ORPHELINS DE LANDA-KPÉDA

Des vivres, non vivres et des fournitures scolaires leurs ont été offerts

La Coalition des Citoyens du Monde pour l'Enfant-Togo (CCME-Togo) en partenariat avec Togo cellulaire ont fait don de fournitures scolaires, de vivres et de non vivres aux élèves démunis et orphelins de Landa-Kpéda le mercredi 17 octobre au centre social de la localité.

Ce don composé de cahiers, de stylos, de crayons, de sacs de riz, de bidons d'huile et de T-shirts permettra aux élèves démunis de faire une rentrée normale et paisible au même titre que les autres enfants de la région.

Cette action qui s'inscrit dans le cadre du programme annuel « rentrée pour tous et promotion de l'éducation »

initié par l'ONG CCME, vise à alléger les souffrances des couches les plus vulnérables constituées d'orphelins et d'enfants démunis.

La présidente de l'ONG CCME, Kétéssim Makiliwè a remercié la société de téléphonie mobile Togo cellulaire pour son appui aux activités de CCME et exprimé le vœu que cette société de téléphonie mobile soit non seule-

ment plus proche des élèves, mais aussi des groupements de femmes surtout rurales.

Elle a indiqué qu'en élargissant ce programme aux groupements de femmes, il s'agit pour eux de renforcer leur stratégie afin d'atteindre les meilleurs résultats dans la lutte pour la réduction de la pauvreté. Elle a rappelé aux tuteurs et instituteurs qui sont les premiers éducateurs, leur rôle qui est de guider ces enfants dans la vie en leur inculquant des valeurs citoyennes et en pourvoyant à leurs besoins afin de faire d'eux des élites de de-

main. Elle a enfin demandé aux enfants de travailler pour mériter la confiance des donateurs.

Le représentant de Togo cellulaire, Mme Sodji Poovi a indiqué que cette action vient soutenir les efforts du gouvernement en matière d'éducation et de scolarisation des orphelins et des couches vulnérables et de renforcer les capacités des valeurs morales et psychologiques ainsi que l'épanouissement de la communauté.

Elle a demandé aux parents et enseignants de fournir plus d'efforts pour un

meilleur rendement des élèves et souhaité une bonne réussite aux enfants qui sont la relève de demain. Mme Sodji a enfin rassuré les parents et bénéficiaires de la disponibilité de Togo cellulaire à être toujours à leur écoute pour tous leurs besoins.

Les bénéficiaires ont exprimé leur gratitude aux donateurs pour ce geste qui vient les soutenir et les encourager à mieux travailler. Ils ont promis de faire bon usage des dons reçus et de travailler pour réussir à la fin de l'année.

Mensonge kabouaïste? Quel crime abominable!

Suite de la page 3

reprenant à travers ceux-ci, les phrases, expressions et mots utilisés lors de la communication téléphonique. Messages : lourds de significations nuisibles, concordant avec la volonté manifeste d'en finir avec un pauvre journaliste. Lisez plutôt.

1) « le fougou je te remercie pour avoir entemps ke journaliste de tuer mon president uneet bitch pas le feu et seul la press va tavoir le milicien jo +texte manquant+ »

Venant de +14802462443. Reçu à 18H57 le 14/10/2012

2) « le fougou je te remercie pour avoir tenter entemps ke journaliste de tuer mon president uneet bitch pas le feu et seul la presse va tavoir le milicien journaliste de fraude gnassingbé tw et bimizi et assogba et sa bande biento votre malheur tu fera kara cest a zero.bitch alinki et kamingh ».

Venant de +13032691309. Reçu à 18H58 le 14/10/2012

3) « j'ai ta foto et celle de bimizi biento la merde sur les cite et on vient de me prevenir ke cest tw ki donnai les

enrégistreur o étudiants pour faire le boss de lespionnage ala mort tu partira »

Venant de +17014910288. Reçu à 19H08 le 14/10/2012

4) « je veu osi te dire ke je sais ke tt des reunion se font a la police et cela vais 2 etudiants ke tu a tenter de tuer et a biento la premiere merde sur tw du feu mw mon nom est gbangban et tu sais bien ki te parle ».

Venant de +17014910288. Reçu à 19H11 le 14/10/2012

5) « ecoute mw bien ke choisi le jour 2 ta mort en envoie mw le sur cet phone 1283 heeeeeeee mon man jsu policier et je sais bien kon se connaît lennemi vien de nulle part a kelke merdes »

Venant de +13032649891. Reçu à 19H15 le 14/10/2012

6) « le milicien biento tu fera la vai milice de kara »

Venant de +15713376531. Reçu à 19H19 le 14/10/2012

7) « la tu connaît ton petit frere l'etudiant gros il ora sa po distribuer au gens on va lui déchirer la langue inch alla et a ses liens lenlevement sans cesse »

Venant de +14802462443. Reçu à 19H19 le 14/10/2012

8) « biento pour avoir tenter la merde vie sur des garde de fou-

fou de la ville de kara le kabyè va te montrer la lutte heeeeeeee et tw le sauvagé de nago »

Venant de +13032649891. Reçu à 5H39 le 15/10/2012.

C'est sur des réflexions au sujet de ces messages méchants et calomnieux, que nous étions quand, l'incongru et indésirable Kaboua, le 17/10/2012 à 19H20, nous a par surprise, joints à partir d'un numéro masqué puis du 90041375, pour à nouveau délirer et jeter son dévolu sur nous. Non content de notre indifférence, il passa à l'autre étape, le SMS. Trois messages nous parviennent.

1) « kel allegation ? les etudian t'on formellemem reconnu kom chef d'une milice à kara et on identifie tes voitures et motos ki les track ds kara ? tu es le seul diplomate de tn discours »

+22890041375 Reçu à 19H54 le 17/10/2012.

Réponse : abasse sè-tu ke un d t étudiant à ouvert la boîte de pandore ? Attend tw à t'ignominies !

2) « tw tn journalisme au rabais c'est a kara seul ket w tu peu pretendre etr ce kpatcha et faure gnassingbe

on voulu ke tu soi.tw l'entremetteur et comprometeur » +22890041375 Reçu à 20H14 le 17/10/2012.

Réponse : ce ket w u fè, ès dign d1 politik ? Gs8 sur t'è trace alors pr kw tinkiète tu ?

3) « Rassurez-vs mr le journaliste je sui l authentik fils des profondeur du togo.gourdinier tes ami et tw de povretudian c'est la meilleur façon de fair la politik a kara selon vous ?vs etes triste »

+22890041375 Reçu à 20H36 le 17/10/2012

Réponse : « rassur-tw ke pr tes alégation mensongèr à mn égard, u me trouvera sur tn chemin ».

Voilà en substance, les termes de nos réponses qui ont suscité en ce débile mental, la rage. Un clampin qui veut attaquer mais reste très allergique aux attaques des autres. Comme pour dire « je suis et reste le seul mandaté par dieu pour vous dire ce que bon me semble et à vous le seul droit d'encaisser ... sans mot dire ». Chien ! Où peut-on admettre des telles aneries? C'est justement cette idée qui mine la politique de la clique à Abasse Kaboua: « ne faites pas ce que je fais... faites ce que je vous dicte ou vous demande... ».

Sinon nos réponses, comparées aux messages qui nous sont parvenus, ces dernières 72 heures, lesquels sont criminels? Et pour finir, c'est à un autre criminel recommandé par Abasse de nous envoyer ce sms : « ceq vs fèt ds ce pays, to ou tar vs alé l payé, soyé en sur ». De +22892489023 Reçu à 15H55 le 18/10/2012. Et pour cause, le(s) propriétaire(s) de : ce numéro et les numéros : 92501513, 90327777 et 98259187 n'ont bipé respectivement à 15H42', 16H 25' et 15H 6'et 15H 5'et je les ai rappelés en vain alors j'ai envoyé le sms suivant : « soyez responsable » sur le 92489023.

A 20H 39', le même scénario se répéta avec le numéro 98841956 dont le propriétaire qui refuse de décliner son identité, trouve

mieux de faire comprendre d'abord qu'il est artiste qui venait solliciter mon aide. Puis, qu'il venait d'obtenir son baccalauréat, qu'il vit à Lomé dans le quartier Adagbamé et donc venait solliciter des moyens pour poursuivre ses études. Il aurait reçu mes contacts d'un grand monsieur dont-il ignorait le nom. Dommage !

Dites-nous, où, quand et quel leader politique qui aspire à un changement démocratique, a pu balancer de telles inepties? Quel leader politique se comporte comme ce raté d'éducation de Kaboua ? C'est du jamais vu et du jamais entendu.

N'est-ce pas finalement, une propension mis en jeu par ce magna, juste pour nous priver de liberté et continuer de jeter le trouble dans les esprits ? Car, nous publions des informations qui ne leurs plaisent pas. Finalement, cet acharnement appelle à une réflexion. On ne sait plus si c'est l'information qui est publiée qui est erronée, ou si c'est le fait de le révéler, qui constitue le délit. Ou simplement ne touchez pas à mon « K- aboie ».

Tout ceci nous amène à déduire qu'aujourd'hui encore, on n'est plus si loin de ce qui s'était passé à Lomé, avec nos confrères Peter Dogbé et Germain Pouli. Deux confrères sur qui, leaders d'expressions ajoutés aux politiques ont mis des réserves sur la couleur de leurs lignes éditoriales. Au regard de ce qu'ils ont subi, on en vient à se demander si le fait, pour les journalistes, de vouloir cerner au mieux l'information afin de la diffuser, n'était pas perçu par certains de la classe de l'alcoolique Kaboua et comparses comme un crime bien plus abominable que le vandalisme sinon la « rébellion » elle-même à l'actif des leaders du Cst et autre Anc. C'est là, une conception bien particulière du rôle que se donnent certains journalistes, rôle qui n'est hélas, ni nouvelle ni propre aux seuls politiques!

Moshood

BLANCHIMENT D'ARGENT À KARA

Qui de l'équipe Gazalo ou de celle d'Alfa était à l'assaut de l'argent sale?

En des groupes restreints, ils ont toujours tenté de mettre du doute sur la richesse de leurs pairs. Richesse qu'ils ont liée à des pratiques malsaines aux malheureusement, eux-mêmes en fait usage dans l'obscurité. Dieu ne protégeant pas les faux, les voici devant la justice pour répondre des faits qui les sont justement reprochés au sujet ces pratiques dont-ils font siennes mais qu'ils ont toujours amputé aux autres.

Dans la vie, lorsqu'un individu, tient à forcer son destin, il est obligé de s'inviter à des actes magiques qui au finish, le conduisent droit au mur. C'est à cet exercice douloureux que se sont donné un groupe d'individus qui, à longueur de jours, s'adonnent à des pratiques indécentes pour se faire riches. En effet, il y a quelques jours que ce groupe d'individus dont un tacheur non moins important, dans leur course au gain facile, se sont fait prendre au piège.

Deux groupes « malins »: l'un acquis à la cause du sieur Alfa Abalo, (point focal du parti Car à kara), selon une première version, aurait sollicité un appui financier, auprès de l'équipe du tacheur Gazalo afin de se procurer un produit chimique qui leur permettrait de nettoyer la mention « spécimen » sur une quantité inestimable de billets de Bank en sa pos-

session. Sur champ à l'hôtel le Relais de Kara, une première démonstration de nettoyage aurait été faite. Ce qui naturellement aurait mis en confiance le tacheur Gazalo et ses amis qui accepta de financer l'achat dudit produit chimique. Une somme de 10000000F CFA aurait donc été débloquée en deux tranches à raison de 5000000F CFA par tranche.

Mais conscients que c'était du faux, Abalo et son équipe, très rusés, auraient établi avec la complicité deux policiers, un plan afin de se faire prendre par ces derniers une fois en action sur lieux de l'opération. Un plan qui fût appliqué le moment venu. Les membres de deux équipes à l'exception du cerveau du groupe Alfa, furent arrêtés. Négociation après négociation, les deux policiers se seraient retirés avec dans les poches, une enveloppe de 1500000F CFA, décais-

sés par le tacheur Gazalo afin que, « l'affaire reste entre eux ».

Malheureusement celle-ci a refusé les termes de ce négoce qui cachent des filous. Une plainte conseillée à Gazalo fut déposée à la justice pour escroquerie. La mise en exécution de cette plainte, parmi de coffrer monsieur Alfa et deux de ses amis. La complicité de deux policiers invités à la mangeoire n'étant pas encore clarifiée, ceux-ci restent libres dans leurs mouvements.

Mais avant que la lumière ne soit faite sur cette affaire, il ne serait pas superflu de vous livrer les termes de la seconde version. Selon cette dernière, le tacheur Gazalo et ses amis, aurait sollicité auprès du magicien en fuite, une multiplication d'argent. Le magicien qui est un ami à Alfa, aurait recommandé à l'équipe Gazalo, une cantine qui contiendrait une somme de l'argent à multiplier par « n ». C'est l'exécution du projet qu'ils ont été appréhendés par les policiers qui n'ont rendu compte à personne. (Nous y reviendrons).

A. Justine

La 32^{ème} journée internationale de l'alimentation célébrée à Kara

La direction régionale de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche a célébré le mardi 16 octobre à Kara, la 32^{ème} journée internationale de l'Alimentation instaurée par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) autour du thème « les coopératives nourrissent le monde ».

C'est le préfet de la Kozah, col Bakali Hémou Badibawu qui a présidé les manifestations de cette célébration en présence du monde agricole, des responsables de services et groupements de la région.

Le préfet a d'abord relevé l'importance de cette journée qui vise à sensibiliser le grand public sur le problème de la faim dans le monde et l'attention que le chef de l'Etat accorde aux agriculteurs en améliorant leurs conditions de tra-

vail.

Il a rappelé les programmes initiés et pilotés par le chef de l'Etat en faveur d'une bonne politique alimentaire au Togo notamment la restructuration de l'Office de Sécurité Alimentaire du Togo (OSAT) en une Agence Nationale de Sécurité Alimentaire du Togo (ANSAT) pour mieux lutter contre la famine et la sous alimentation au Togo.

Le préfet a exhorté les producteurs à œuvrer aux côtés du chef de l'Etat pour l'atteinte des

objectifs de la FAO en matière de développement des coopératives agricoles au Togo.

Le chef division Statistiques Agricoles à la direction régionale de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche, Kpandika Tritokna a présenté une liste de recommandations visant le développement des coopératives agricoles pour une meilleure préparation des organisations paysannes afin d'accroître la production et les revenus agricoles et une définition par l'Etat des règles de transformation et de production des produits, la formation et l'éducation du monde rural.

Ahoéfa

PERSPECTIVES DES PROCHAINS ENJEUX ÉLECTORAUX

La stratégie du dos rond

Suite de la page 3

gime et qui soutiennent avoir réussi à mobiliser un million de manifestants dans la seule capitale Lomé, les urnes devraient être une formalité. La peur des urnes, ces individus ne pouvaient que la multiplier par zéro.

Ils étaient là à claironner que le découpage électoral et le code électoral ne sont pas conformes aux normes en la matière mais, lorsque le pouvoir les a invités au dialogue pour aplanir tout cela, ils y ont opposé un refus catégorique brandissant encore des préalables. Que désirent-ils exactement ces chantages de la démocratie? L'enlèvement, le pourrissement ? Et ce, à quelle fin? Certainement, pour continuer toujours à paraître ce qu'ils n'ont jamais été, c'est-à-dire l'opposition

pure et dure. Pour avoir trompé le peuple et abusé de sa naïveté, ils craignent de se faire découvrir et se réfugient derrière des subterfuges pour continuer à se nourrir de faux espoirs.

Le Togo n'est pas en crise et la démocratie à laquelle nous aspirons doit s'imposer à tous avec ses règles. Au nombre de ces règles, le respect des rendez-vous constitutionnels.

A force de jouer à chaque fois à la prolongation, nous contribuons à tirer notre jeune démocratie vers le bas et à donner raison aux extrémistes qui pourraient saisir l'occasion pour se croire dans le vrai jeu de la démocratie.

L'on peut emmener un âne à l'abreuvoir mais pas l'obliger à boire si ce dernier n'a pas du tout soif.

B.M.